



Marché n°2025CYCPU0T32

Travaux courants forts (force et lumière) et courants faibles (VDI) dans les bâtiments de CY Cergy Paris Université

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Pouvoir Adjudicateur

CY CERGY PARIS UNIVERSITE
33 boulevards du Port
95011 CERGY-PONTOISE

Représenté par :

Le Président de l'Université,
Monsieur Laurent GATINEAU.
Et assisté par la
Direction du Patrimoine immobilier

Comptable assignataire :

L'agent comptable de l'Université

Le titulaire :

La société retenue à l'issue de la consultation

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Table des matières

PRÉAMBULE	5
ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
Article 1.1 : Identification du Pouvoir Adjudicateur	5
Article 1.2 : Objet du marché	5
Article 1.3 : Forme du marché	5
Article 1.4 : Durée du marché	6
Article 1.5 : Allotissement	6
Article 1.6 : Options (au sens du droit communautaire)	6
Article 1.7 : Sous-traitance	6
Article 1.8 : Assurances	6
Article 1.9 : Unité monétaire	7
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
Article 2.1 : Pièces particulières	7
Article 2.2 : Pièces Générales	7
ARTICLE 3 – MODALITES D’EXECUTION DE L’ACCORD-CADRE	7
Article 3.1 : Remises en concurrence des titulaires	8
Article 3.2 : Modalités de consultation des titulaires	8
Article 3.3 : Délai de remise des offres	8
Article 3.4 : Forme des marchés subséquents	8
Article 3.5 : Contenu des offres des titulaires	9
Article 3.5.1 : Offre financière	9
Article 3.6 : Notification et information des titulaires	9
Article 3.7 : Exclusion à l’accord-cadre et aux marchés subséquents	9
Article 3.8 : Conduite des prestations – personnel affecté	9
ARTICLE 4 – PRIX ET REGLEMENT DES FACTURES	10
Article 4.1 : Mode de règlement du marché et modalités de financement	10
Article 4.2 : Contenu des prix	10
Article 4.3 : Révision des prix	11
Article 4.3.1 - Formule de révision des prix	11
Article - 4.3.2 - Modalités de révision des prix	12

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Article - 4.3.3 - Hausse excessive des prix dans le cadre de la révision des prix annuels	12
Article 4.4 : Paiement des cotraitants et sous-traitants.....	12
Article 4.4.1 – Répartition des paiements.....	12
Article 4.4.2 – Modalités de paiement	12
Article 4.5 : Décomptes	13
Article 4.6 : Retenue de garantie	13
Article 4.7 : Avance.....	13
Article 4.8 : Facturation électronique	14
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	14
Article 5.1 : Intervenants.....	14
Article 5.1.1 : Conduite d'opérations	14
Article 5.1.2 : Contrôle technique	15
Article 5.1.3 : Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.....	15
Article 5.2 : Obligations générales du titulaire.....	15
Article 5.3 : Programme d'exécution des travaux.....	15
Article 5.4 : Délai d'exécution des travaux – prolongation du délai d'exécution	15
Article 5.5 : Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits	15
Article 5.5.1 : Utilisation des installations électriques	16
Article 5.6 : Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail.....	16
Article 5.7 : Remise en état du chantier et gestion des déchets.....	16
Article 5.8: Hygiène et sécurité de chantier	16
Article 5.9 : L'Ordre de Service	16
Article 5.10 : Contraintes – Travail sur site occupé	16
Article 5.11 : Obligation de moyen et de résultat	16
Article 5.11.1: Obligation de confidentialité	16
Article 5.11.2 : Accès aux locaux et autorisations d'accès	17
En cas de perte ou de vol d'un badge nominatif mis à disposition de l'un de ses personnels, le titulaire devra en informer immédiatement la Direction Hygiène, Sécurité et Environnement (DHSE) par mail à acces@ml.u-cergy.fr ou la Direction du Patrimoine Immobilier (DPI) par mail à pole-construction@cyu.fr , et le confirmer par lettre recommandée.	17
Article 5.11.3 : Vêtements de travail.....	17
Article 5.11.4 : Désignation d'un interlocuteur unique.....	17
ARTICLE 6 - CONTROLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	18
Article 6.1 : Essais et contrôles techniques	18

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Article 6.2 : Réception des travaux.....	18
Article 6.3 : Délai de garantie	18
ARTICLE 7 – PÉNALITÉS	18
Article 7.1 : Pénalités diverses.....	18
Article 7.2 : Pénalités pour lutter contre le travail dissimulé.....	19
Article 7.3 : Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé	19
Article 7.4 : Non-respect du délai de 7 jours dans la remise des devis.....	19
ARTICLE 8 – RÉSILIATION	19
Article 8.1 : Résiliation pour événements extérieurs au marché.....	19
Article 8.2 : Résiliation du fait du représentant du pouvoir adjudicateur	19
Article 8.3 : Résiliation pour mauvaise exécution	19
Article 8.4 – Résiliation pour motif d'intérêt général	20
ARTICLE 9 – LITIGES ET JURIDICTION COMPÉTENTE.....	20
Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise.....	20
ARTICLE 10 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	20

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

PRÉAMBULE

Le présent marché est passé en application du Code de la commande publique - désigné « le Code » dans le présent document - regroupant les deux textes suivants :

L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique (articles précédés d'un L.) ;

Le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (articles précédés d'un R.).

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1 : Identification du Pouvoir Adjudicateur

Pouvoir Adjudicateur :

CY CERGY PARIS UNIVERSITE
33, boulevard du Port
95000 CERGY-PONTOISE
SIRET : 130 025 976 00015

Représenté par :

Le Président de l'Université,
Monsieur Laurent GATINEAU

Comptable assignataire :

L'agent comptable de l'Université

Article 1.2 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet des travaux de câblage courants forts et faibles dans les locaux dépendant de CY Cergy Paris Université.

Il s'agit d'un marché public de travaux au sens de l'article L.1111-2 du Code.

Les modalités techniques et d'exécution de la présente consultation sont définies au sein du Cahier des Clauses Technique Particulières (CCTP).

Article 1.3 : Forme du marché

En application de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, le marché est passé sous la forme d'un accord-cadre conclu sans montant minimum et avec le montant maximum annuel de 800 000 €HT (3 200 000€HT pour la durée totale de l'accord-cadre reconduction comprises).

L'accord-cadre ne comprend pas de montant minimal.

Le marché est passé sous la forme d'un accord-cadre conformément à l'article L2125-1-1° du code.

Le marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre multi-attributaire passé avec trois (3) co-titulaires au maximum, retenus à l'issue de l'analyse des offres de l'accord-cadre, qui seront remis en concurrence en application de l'article R.2162-10 du code de la commande publique.

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Les modalités de remise en concurrence et d'attribution des prestations sont définies à l'article 3 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Article 1.4 : Durée du marché

Le marché est conclu à compter du 23 septembre 2025 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure, pour une durée ferme de 12 mois, reconductible tacitement 3 fois, sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois.

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

La dénonciation du marché par le pouvoir adjudicateur sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception au moins 1 mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.

Aucune indemnité ne sera accordée en cas de non reconduction du présent marché public.

Article 1.5 : Allotissement

Conformément à l'article L.2113-11 du Code de la commande publique, le marché n'est pas alloti car la dévolution en lots séparés serait de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Article 1.6 : Options (au sens du droit communautaire)

Le présent marché public ne comporte pas de tranche optionnelle.

Le présent marché public pourra faire l'objet de reconductions dans les conditions définies à l'article 1.4 du présent cahier des clauses administratives particulières.

Si nécessaire, l'établissement se réserve la possibilité de recourir aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code, relatif aux prestations similaires.

Article 1.7 : Sous-traitance

En application des articles L. 2193-1 et suivants du Code, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'Université l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de son paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché tant envers le représentant du pouvoir adjudicateur qu'envers les personnels de la société.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à la résiliation du marché sans indemnités.

L'acte spécial de sous-traitance doit être renouvelé à chaque reconduction du marché.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

La présentation des sous-traitants est effectuée dans les conditions définies à l'article 11 du Règlement de consultation (RC).

Article 1.8 : Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-Travaux, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Par dérogation à l'article 9 du CCAG Travaux, le titulaire doit justifier, à la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le prestataire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G Travaux.

Article 1.9 : Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur choisit l'euro comme monnaie de compte.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante (par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TRAVAUX) :

Article 2.1 : Pièces particulières

- L'acte d'attribution valant acte d'engagement (AE) ;
- L'annexe financière à l'acte d'engagement : le Bordereau des Prix Unitaires ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux, issu de l'arrêté du 31 mars 2021.

Toute documentation quelconque du titulaire contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée non écrite. En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure.

Article 2.2 : Pièces Générales

- Le Code de la Commande Publique en vigueur à partir de 1er avril 2019 ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux, issu de l'arrêté du 31 mars 2021 ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicable aux marchés publics de travaux de génie civil issu de l'arrêté du 7 octobre 2021.

Le titulaire déclare parfaitement connaître ces documents bien qu'ils ne soient pas matériellement joints au présent marché.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG Travaux, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité est remis au titulaire sur demande écrite.

ARTICLE 3 – MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu selon une procédure adaptée (MAPA) avec plusieurs titulaires pour la réalisation de prestations de câblage courants forts et faibles dans les locaux dépendant de CY Cergy Paris Université. Il ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles. Il donne lieu à la conclusion de marchés subséquents lors de la survenance des besoins, après remise en concurrence des titulaires.

CCAP – Marché n° 2025CYCPU0T32 – Travaux courants forts (force et lumière) et courants faibles (VDI) dans les bâtiments de CY Cergy Paris Université

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Les critères d'attribution des marchés subséquents avec remise en concurrence sont définis dans les conditions prévues à l'article 3 du présent CCAP. Les offres sont proposées conformément aux caractéristiques fixées par l'accord-cadre et les documents de la consultation propres au marché subséquent.

Article 3.1 : Remises en concurrence des titulaires

Les marchés subséquents, passés sur la base du présent accord-cadre, sont attribués après une remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre.

Chaque marché subséquent portera sur des prestations de câblage spécifiques, correspondant à un ou plusieurs besoins définis par l'université. CY Cergy Paris Université se réserve la possibilité de regrouper plusieurs besoins dans un même marché subséquent.

Le choix du titulaire du marché subséquent s'effectue sur la base d'une offre financière, sous la forme d'un devis transmis par les co-titulaires à la demande de CY, le cas échéant après une visite des lieux, et dans le respect des délais fixés par le CCTP et le présent CCAP.

Les prix proposés ne doivent pas excéder les prix plafonds remis dans l'offre initiale de l'accord-cadre. Le titulaire de l'accord-cadre peut proposer un prix inférieur lors de cette procédure de remise en concurrence pour l'attribution d'un marché subséquent.

CY Cergy Paris Université se réserve enfin la possibilité d'exclure un ou plusieurs titulaires de l'accord-cadre, conformément aux conditions prévues à l'article 3.7 du présent CCAP.

Article 3.2 : Modalités de consultation des titulaires

Les marchés subséquents sont attribués pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les prestations prévues dans un marché subséquent pourront s'exécuter jusqu'à 3 mois après la fin de validité de l'accord-cadre.

La demande de devis sera remise aux titulaires par mail.

Les titulaires transmettront également par mail leur offre en vue de la conclusion du marché subséquent. Les variantes ne sont pas autorisées.

Les titulaires de l'accord-cadre ont l'obligation de répondre à chacune de demandes de devis avec ou sans visite. Dans le cas contraire, ces derniers pourront se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 7 du présent CCAP.

Il est impératif pour les cotitulaires d'informer le pouvoir adjudicateur en cas de changement d'adresse électronique. Ces derniers devront contacter le service des achats et marchés publics à l'adresse suivante : marche@ml.u-cergy.fr

Article 3.3 : Délai de remise des offres

Une date de remise de devis sera indiquée dans le mail. Le délai accordé aux titulaires de l'accord-cadre ne peut être inférieur à 7 jours ouvrés.

Ce délai pourra être exceptionnellement réduit à 3 jours ouvrés en cas d'urgence.

Les titulaires de l'accord-cadre présentent, pour les marchés subséquents, des offres au moins aussi avantageuses et qualitatives que les offres présentées lors de la passation de l'accord-cadre.

Article 3.4 : Forme des marchés subséquents

Chaque remise en concurrence donne lieu à un devis quantitatif estimatif, basé sur le BPU, indiquant les prestations envisagées, les quantités prévisionnelles et le montant estimé.

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Les marchés subséquents passés sur le fondement du présent accord-cadre, prennent la forme de marchés ordinaires à prix global et forfaitaire.

Article 3.5 : Contenu des offres des titulaires

Le titulaire participant à la consultation transmet son devis selon les modalités précisées dans la demande de CY.

Article 3.5.1 : Offre financière

Le titulaire, dans sa réponse économique aux consultations, a une obligation de transparence sur la structuration de son offre et doit ainsi mentionner le prix global et forfaitaire résultant de l'application du BPU aux quantités prévues pour l'ensemble des prestations objet du marché subséquent, en décomposant clairement les éléments de prix. Les prix proposés ne doivent pas excéder les prix plafonds remis dans l'offre initiale de l'accord-cadre. Le titulaire peut remettre une offre d'un montant inférieur à celui indiqué dans l'offre remise lors de la procédure initiale de l'accord-cadre. Il est toutefois informé qu'une offre déposée pour un marché subséquent pourra être déclarée anormalement basse sur le fondement des articles L.2152-5 et L.2152-6 du Code.

L'offre financière devra :

- Être conforme au BPU transmis à l'origine ;
- Détailler et justifier le prix unitaire de chaque prestation ;
- Ne pas dépasser les prix plafond de l'accord-cadre.

En cas du constat par le pouvoir adjudicateur d'une offre pour un marché subséquent d'une qualité inférieure à celle de l'offre remise pour l'accord-cadre, l'offre du cotitulaire pourra être déclarée irrégulière et rejetée.

Les offres déposées dans le cadre des marchés subséquents seront analysées sur la base des critères de sélection ci-après :

Critère	Pondération
Prix au regard du devis	30 à 80 points
Valeur technique du devis	30 à 80 points

Article 3.6 : Notification et information des titulaires

La notification du marché subséquent consiste en la transmission au titulaire du devis validé par CY.

Les cotitulaires non retenus à l'issue de la procédure de passation d'un marché subséquent sont informés par courrier électronique du rejet de leur offre.

Article 3.7 : Exclusion à l'accord-cadre et aux marchés subséquents

Les prestations ne relevant pas du domaine du câblage, notamment les travaux électriques spécialisés autres que ceux explicitement couverts par le présent accord-cadre, sont clairement exclus du champ du marché.

Dans l'hypothèse où aucun des cotitulaires de l'accord-cadre ne déposerait d'offre lors d'une remise en concurrence pour un marché subséquent, ou dans l'hypothèse où seules des offres irrégulières ou inappropriées seraient reçues, CY Cergy Paris Université se réserve la possibilité de faire appel à un prestataire extérieur à l'accord-cadre.

CY Cergy Paris Université se réserve également la possibilité de ne pas recourir à l'accord-cadre pour certains besoins de câblage et d'assurer elle-même la gestion ou la passation directe des travaux nécessaires.

Article 3.8 : Conduite des prestations – personnel affecté

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Le titulaire devra affecter à chaque marché subséquent une équipe dédiée, avec un référent clairement identifié. En cas d'indisponibilité, un remplaçant de compétences équivalentes devra être proposé, sous réserve d'acceptation préalable par l'acheteur.

ARTICLE 4 – PRIX ET REGLEMENT DES FACTURES

Article 4.1 : Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations seront financées dans le cadre du budget de l'Etablissement et feront l'objet d'un mandat administratif.

Le délai de paiement applicable au présent marché public est de 30 jours dès réception par le service acheteur de la facture établie par le prestataire.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat.

Les délais de paiement peuvent être suspendus dans les conditions prévues par la réglementation.

Les candidats sont en outre informés que le marché public sera conclu en euros.

Article 4.2 : Contenu des prix

L'accord-cadre et les marchés subséquents qui s'y rattachent sont conclus à prix initiaux définitifs. Les prix applicables au marché subséquent correspondent aux prix plafonds de l'accord-cadre. Les prix unitaires seront appliqués aux quantités réellement exécutées, telles que définies dans chaque devis accepté au titre des marchés subséquents.

Chaque besoin identifié donne lieu à l'émission d'un devis détaillé par les titulaires de l'accord-cadre, à la demande de l'acheteur, dans le cadre d'une remise en concurrence.

Le devis du titulaire devra être conforme aux prix indiqués dans son BPU et préciser les quantités estimées.

Les prix du marché sont établis hors TVA et réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution (normes, règles de sécurité, fournitures, montage sur site, taxe...) qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

Tous les prix du marché sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que l'ensemble des sujétions nécessaires au bon déroulement du présent marché, notamment les frais afférents au secrétariat, à l'élaboration de rapports, aux fournitures nécessaires à l'exécution des prestations, à la mise à disposition de matériel et, dans les limites précisées ci-dessous, à la main d'œuvre, aux déplacements et au transport jusqu'au lieu d'exécution.

Les prix des travaux non décrits dans le bordereau des prix unitaires sont la somme des points suivants :

- Le coût horaire de main d'œuvre qui correspond au taux horaire main d'œuvre et du taux horaire ouvrier spécialisé, pendant les jours et heures habituelles (du lundi au vendredi de 07h30 à 19h00).
- Le coût de matériaux (coût de déboursé sec affecté d'un coefficient multiplicateur) qui correspond au coefficient appliqué au déboursé sec selon le montant de la facture fournisseur sur le prix HT présenté par les factures fournisseurs.

Les prix du marché comprendront implicitement :

- La protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- L'établissement des plans d'exécution dans le cas où ils sont à la charge de l'entrepreneur selon CCAP.
- La protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorés ou salis par les travaux du présent marché ;
- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, etc. de ses ouvrages, en fin de travaux et après réception ;

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

- Et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux, ainsi que les travaux suivants :
- Le nettoyage de tous déchets et autres résultant des travaux et leur enlèvement éventuel aux décharges publiques,
 - Les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux,
 - Le ramassage et la sortie des déchets et emballages,
 - Le tri des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur.
 - La notice d'entretien et de maintenance.

En conséquence, le prix comprend, tous les travaux nécessaires pour leur entier et complet achèvement. Le titulaire ne pourra en aucun cas invoquer une méconnaissance des installations existantes ou des contraintes du site pour réclamer une majoration de prix postérieure à l'émission de son devis.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de l'établissement de la facture.

Aussi, en cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, de l'entrepreneur et de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles, au moment de l'établissement des dites factures.

Article 4.3 : Révision des prix

La révision des prix s'opère à la baisse comme à la hausse.

Article 4.3.1 - Formule de révision des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au **mois de remise des offres**, appelé « **mois zéro** ».

Les prix sont :

- **Fermes pour la première année** du marché ;
- Puis **révisables à chaque date anniversaire**, en cas de reconduction expresse du marché.

La révision s'effectue selon la formule suivante :

$$Pr = Po \times (In / Io)$$

Dans laquelle :

- **Pr** = nouveau prix révisé applicable pour l'année suivante,
- **Po** = soit le prix initial du mois zéro soit le prix appliqué suite à la dernière révision,
- **In** = valeur de ce même indice BT47 connue à la date de révision,
- **Io** = soit la valeur de l'indice **BT47 - Électricité** (INSEE) connue au mois zéro soit la valeur de l'indice connue à la date de la précédente révision

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le titulaire doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le coefficient de révision compote trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Le calcul de la révision des prix sera établi par simple courrier. Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Le taux de la T.V.A. applicable à chaque facturation sera celui en vigueur à la date de cette facturation.

Dans le cas où les indices prévus cesseraient d'être publiés, de nouveaux indices seraient choisis d'un commun accord et feront l'objet d'un avenant.

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Article - 4.3.2 - Modalités de révision des prix

Deux mois avant la date anniversaire du marché, le titulaire transmet à l'établissement les nouveaux prix applicables pour l'année à venir.

Les annexes financières révisées font ressortir le pourcentage d'augmentation ou de minoration par rapport aux prix applicables durant la période précédente.

Ces documents doivent être transmis à l'établissement par pli recommandé avec avis de réception postal à l'adresse email suivante : marche@ml.u-cergy.fr

L'établissement dispose d'un délai de trente jours (la date portée sur l'accusé de réception faisant foi) pour accepter ou refuser les nouveaux prix. Ce refus pourra notamment être observé dans le cadre d'une augmentation non justifiée portant les prix à des niveaux supérieurs aux prix moyens pratiqués par les entreprises opérant dans le secteur considéré.

Au-delà de ce délai de 30 jours, le silence de l'administration vaut acceptation des annexes financières révisées. Ces dernières sont annexées à l'acte d'engagement et prennent effet à compter de la date anniversaire du marché.

Si le titulaire ou l'université ne transmettent pas de proposition de nouveaux prix dans le délai imparti de deux mois précités, les prix précédemment appliqués restent en vigueur durant l'année à venir.

Si la demande est initiée par l'Université, elle s'engage à faire parvenir au titulaire sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), le compte-rendu de l'évolution de l'indice de révision utilisé. Cette demande sera initiée au moins 2 mois avant la date de renouvellement de l'accord-cadre. Le titulaire ne pourra pas refuser la diminution du prix.

Article - 4.3.3 - Hausse excessive des prix dans le cadre de la révision des prix annuels

L'établissement se réserve la faculté de résilier sans indemnité la partie non exécutée des prestations du présent marché si l'augmentation du prix, opérée dans le cadre de la révision de prix annuelle, excède les 5% par rapport aux prix définis l'année précédente.

Dans cette hypothèse, la décision de la résiliation comportera un délai de préavis afin d'entreprendre une nouvelle mise en concurrence.

Au cours de la période courant de la notification au titulaire de la décision de résiliation et la date d'effet de cette dernière, le prix ancien continue d'être pratiqué. Toutefois, l'établissement ne peut, durant cette même période, maintenir un rythme de commandes supérieur à celui observé sur une période comparable précédente.

Article 4.4 : Paiement des cotraitants et sous-traitants

Article 4.4.1 – Répartition des paiements

L'Acte d'attribution valant engagement ou l'Acte Spécial (DC4) devra indiquer ce qui doit être réglé respectivement

- à ☐ l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants
- ☐ l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants

Article 4.4.2 – Modalités de paiement

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par la personne publique à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par la personne publique au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Article 4.5 : Décomptes

Les projets de décomptes mensuels seront établis en trois exemplaires, dont un original, et doivent porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier ainsi que ses informations fiscales (n° de TVA intracommunautaire),
- Le n° de TVA intracommunautaire de CY : 06 130025976,
- Le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'attribution valant engagement,
- Le numéro du marché,
- La tranche concernée,
- La prestation exécutée,
- Le montant hors taxe,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC,
- La date de facturation.

Les projets de décomptes et autres demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

CY CERGY PARIS UNIVERSITE

Agence Comptable – Service Facturier
Site des Chênes – Jardin Tropical
33 Boulevard du Port
95 011 CERGY-PONTOISE CEDEX

Article 4.6 : Retenue de garantie

Il ne sera pas opéré de retenue de garantie.

Article 4.7 : Avance

Conformément à l'article 10.1 du CCAG-Travaux, l'option B s'applique.

Sous réserve de remplir les conditions énoncées dans le code de la commande publique, notamment si le montant initial est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai de son exécution est supérieur à deux mois, une avance de 5% du montant TTC initial du marché peut être versée au titulaire.

Pour les prestations faisant suite à l'émission d'un bon de commande, une avance est accordée au titulaire du marché public pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance ne peut pas être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

CCAP – Marché n° 2025CYCPU0T32 – Travaux courants forts (force et lumière) et courants faibles (VDI) dans les bâtiments de CY Cergy Paris Université

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65% du montant toutes taxes comprises. Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations exécutées du marché.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Article 4.8 : Facturation électronique

Conformément au Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs à compter du 1er janvier 2020.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles D.2192-1 et suivants du Code.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

1- Envoyer sa facture à partir d'un système tiers :

- Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service).

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

2- Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir sa facture directement sur le portail Chorus Pro.

Pour déposer les factures sur le portail Chorus Pro, il est nécessaire de renseigner les éléments suivants : numéro SIRET de l'établissement (**CY Cergy Paris Université : 130 025 976 00015**) et n° d'engagement juridi que (numéro du bon de commande SIFAC).

Important :

Le numéro SIRET stipulé dans l'acte d'attribution valant engagement doit explicitement être identique à celui qui est utilisé pour permettre le dépôt des factures via le portail CHORUS PRO. Toute incohérence générera automatiquement un rejet des factures par l'agence comptable de CY CERGY PARIS UNIVERSITE.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Article 5.1 : Intervenants

Article 5.1.1 : Conduite d'opérations

La conduite d'opération pour cet accord-cadre est assurée par la Direction du Patrimoine Immobilier de CY Cergy Paris Université.

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Article 5.1.2 : Contrôle technique

Selon la nature de l'opération, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de solliciter l'accompagnement d'un contrôleur technique. Les coordonnées du contrôleur technique seront communiquées en amont de chaque opération.

Article 5.1.3 : Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

Selon la nature de l'opération, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de solliciter l'accompagnement d'un coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (CSPS). Les coordonnées du CSPS seront communiquées en amont de chaque opération.

Article 5.2 : Obligations générales du titulaire

Pour la prestation objet du présent marché, le titulaire apporte tous les soins nécessaires à son exécution conformément aux règles de l'art de la profession.

Il est par ailleurs tenu à une obligation générale de respect des normes en vigueur.

Le titulaire est seul responsable des intervenants qui demeurent sous son contrôle, sa direction et son autorité hiérarchique.

Le titulaire doit respecter en particulier les dispositions légales et réglementaires françaises en matière de droit du travail et les conventions collectives qui seraient obligatoires.

Article 5.3 : Programme d'exécution des travaux

Les travaux envisagés du présent marché s'inscrivent dans le cadre d'une programmation.

Préalablement à toute décision d'exécution, le titulaire adresse un devis à la personne responsable du marché dans un délai de 7 jours ouvrés à compter de l'envoi de la demande de devis, si aucune visite n'est requise, ou dans un délai de 7 jours ouvrés après la visite, lorsque celle-ci est nécessaire.).

Le maître d'ouvrage pourra demander au titulaire d'effectuer une visite préalable des lieux. Dans ce cas, le titulaire dispose de 48 heures à compter de la réception de la demande de devis pour formuler une demande de visite. Celle-ci devra avoir lieu au plus tard 7 jours ouvrés après la réception par le maître d'ouvrage de la demande de visite.

En cas de non-conformité du devis avec la demande initiale, le titulaire disposera d'un délai complémentaire de 48 heures pour transmettre un devis rectificatif.

En cas d'acceptation du devis par le maître de l'ouvrage, il sera établi un bon de commande.

Article 5.4 : Délai d'exécution des travaux – prolongation du délai d'exécution

Le titulaire du marché est tenu impérativement de respecter le délai d'exécution prévu dans les bons de commande qui lui sont notifiés. Le délai d'exécution commence à courir à la date d'effet du bon de commande prescrivant de commencer les travaux. En cas de difficulté technique imprévue justifiant une modification du délai d'exécution, celle-ci serait notifiée par ordre de service.

Article 5.5 : Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

Tous les ouvrages doivent être réalisés avec les matériaux ou fournitures de la meilleure qualité avec mise en œuvre dans les règles de l'art, tant au point de vue technique qu'au point de vue esthétique.

La nature, la qualité des matériaux employés, leur mise en œuvre et l'exécution des ouvrages devront être conformes aux prescriptions de CCTP.

Avant l'exécution des travaux, l'entreprise attributaire devra indiquer au Maître d'ouvrage la provenance des matériaux et le nom de ses fournisseurs avec les références et les garanties d'emploi données par ces derniers.

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Article 5.5.1 : Utilisation des installations électriques

L'utilisation des réseaux électriques de l'Université doit faire l'objet d'une autorisation pour chaque opération. Le titulaire devra préciser ses besoins électriques en amont des chantiers et identifier, avec le représentant du maître d'ouvrage, les possibilités pour se brancher.

Article 5.6 : Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Article 5.7 : Remise en état du chantier et gestion des déchets

Le titulaire devra se conformer aux prescriptions du CCTP en matière de gestion des déchets et de remise en état du chantier.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'entrepreneur procédera à ses frais au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements et locaux qui auront été occupés sur le chantier.

En cas de retard ou de défaillance pour ce qui concerne le repliement des installations de chantier, le nettoyage et la remise en état des emplacements où se situent les travaux, ces opérations seront faites aux frais du titulaire sans préjudice de l'application de la pénalité prévue dans le présent accord-cadre.

Article 5.8: Hygiène et sécurité de chantier

Le titulaire et leur(s) sous-traitant(s), chacun pour ce qui le concerne, devront tenir compte, dans le cadre de leur offre, de toutes les incidences économiques induites par les prestations nécessaires à l'hygiène, à la sécurité et à la protection de la santé qui seront réputées comprises dans le prix du marché.

Article 5.9 : L'Ordre de Service

Les décisions concernant des travaux complémentaires nécessaires feront l'objet d'ordre de service qui devront être rédigés par l'Université (maître d'ouvrage).

Article 5.10 : Contraintes – Travail sur site occupé

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les travaux sont à réaliser dans le contexte de bâtiments en site occupé.

Il n'y a donc pas lieu de sous-estimer les contraintes d'exploitation et de sécurité qui seront présentes pendant toute la durée des travaux.

Le titulaire sera soumis à des contraintes de temps, de durée, d'horaires décalés et de disponibilité immédiate.

Article 5.11 : Obligation de moyen et de résultat

Le titulaire s'engage sur une obligation de moyen pour toute action dont le déroulement n'est pas placé sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

Le titulaire exécute, comme étant inclus dans son prix, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages complets listés dans les CCTP.

Article 5.11.1: Obligation de confidentialité

Le titulaire est soumis à une obligation de confidentialité définie à l'article 5.1 du CCAG-TRAVAUX dans le cadre de l'exécution du marché.

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Ainsi, le prestataire est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que les informations, documents ou éléments présentant un caractère confidentiel ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par ses collaborateurs, société-mère, filiales et soumissionnaires éventuels.

Néanmoins, l'obligation de confidentialité ne s'impose pas aux informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Article 5.11.2 : Accès aux locaux et autorisations d'accès

Les personnels du titulaire chargés d'exécuter les opérations de travaux doivent être accrédités par l'Université, posséder leurs badges nominatifs (en aucun cas un badge ne pourra être prêté) et posséder une carte professionnelle.

La demande de badge devra être effectuée au minimum deux semaines avant le début prévu des travaux.

Le titulaire est réputé connaître les locaux puisqu'une visite des bâtiments est effectuée en cours de procédure d'attribution du marché.

Préalablement au début des prestations, le titulaire prendra contact avec l'Université pour établir un plan de prévention annuel.

Le titulaire devra impérativement fournir la liste de ses personnels (Nom, Prénoms, Fonction). Une photo de chacun de ses personnels sera demandée après signature du marché au titulaire retenu, ainsi qu'à chacun de ses sous-traitants, soumis à l'agrément de l'université, qui sont susceptibles d'intervenir sur les sites de l'université. L'université fournira à chaque personnel du titulaire un badge nominatif qui leur permettra d'accéder aux bâtiments, locaux techniques et autres zones.

En cas de perte ou de vol d'un badge nominatif mis à disposition de l'un de ses personnels, le titulaire devra en informer immédiatement la Direction Hygiène, Sécurité et Environnement (DHSE) par mail à acces@ml.u-cergy.fr ou la Direction du Patrimoine Immobilier (DPI) par mail à pole-construction@cyu.fr, et le confirmer par lettre recommandée.

Article 5.11.3 : Vêtements de travail

Le titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail, éventuellement de protection et de chaussures de sécurité. Les vêtements portés par tous les agents en activité devront faire apparaître en permanence le sigle de leur entreprise, ou à défaut un badge visible. De même, le personnel d'encadrement devra être en mesure de justifier de son appartenance à l'entreprise. Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail ou à défaut un badge visible, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

Le personnel doit obligatoirement être muni d'une carte BTP.

Article 5.11.4 : Désignation d'un interlocuteur unique

Conformément à l'article 3.4 du C.C.A.G Travaux, le titulaire doit désigner un interlocuteur unique comme représentant de l'entrepreneur, afin de veiller à la bonne exécution des travaux d'installation pendant toute la durée du marché. L'interlocuteur unique doit disposer de pouvoirs lui permettant de prendre au, nom et place de l'entreprise, toute les décisions utiles et de donner à son équipe les ordres en conséquence. Ce responsable présent en permanence sur le site aura toute compétence et pouvoir pour répondre aux exigences du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordinateur de sécurité ou de leurs représentants. Celui-ci sera tenu d'assister aux rendez-vous de chantier et aux réunions spécifiques (ou d'y déléguer un de ces agents ayant pouvoir de décision) et sera en relation avec les responsables de l'Université.

Le Titulaire devra assurer la coordination de ses sous-traitants et cotraitants.

En cas de défaillance de l'interlocuteur unique désigné, le remplaçant doit alerter la Maitrise d'ouvrage sous 24 heures.

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

L'intervenant unique reste disponible autant que de besoin avec les représentants de l'Université.

En cas de groupement d'entreprise, l'interlocuteur unique doit être le représentant de l'entreprise mandataire et ses cotraitants.

ARTICLE 6 - CONTROLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

Article 6.1 : Essais et contrôles techniques

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles complémentaires notamment dans le cadre des examens préalables à la réception effectuée selon les modalités prévues à l'article 41 du CCAG-Travaux. Si ces contrôles révèlent des défaillances, les réparations et les nouveaux contrôles seront à la charge du titulaire défaillant jusqu'à obtention de résultats conformes.

Article 6.2 : Réception des travaux

Sauf disposition contraire dans le CCTP, la réception des travaux est organisée par les articles 41 et suivants du CCAG-TRAVAUX.

Il est précisé que le total achèvement des ouvrages prévus au marché est le préalable indispensable à la réception des travaux. L'entreprise titulaire doit lever toutes les réserves émises par le contrôleur technique avant et pendant le chantier. Les réserves émises dans le rapport final sont considérées comme des réserves de réception et doivent être levées par les entreprises dans les 15 jours après réception du procès-verbal de réception.

Le cas échéant, des modalités particulières de réception sont précisées dans le CCTP.

Article 6.3 : Délai de garantie

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG TRAVAUX, le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la date de réception des travaux sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 44.2 du CCAG TRAVAUX.

ARTICLE 7 – PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-TRAVAUX, il sera fait application des pénalités suivantes sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain. Elles seront déduites des situations mensuelles. Concernant les pénalités de retard, ces dernières commencent à courir à compter du lendemain de la date d'expiration du délai de réalisation de la prestation.

Article 7.1 : Pénalités diverses

Retard dans l'exécution des travaux	200 € HT/jour
Retard dans la levée d'observation lors des visites de chantier	100 € HT/jour
Retard dans la production de documents en cours de chantier	200 € HT/jour
Retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	150 € HT/jour
Remise tardive des documents fournis après exécution	200 € HT/jour

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Retard pour la levée de réserves	150 € HT/jour
Absences diverses (réunions de chantier, réunion de démarrage, convocations...)	100 € HT/jour
Retard sur le nettoyage et la remise en état des zones en chantier	100 € HT/jour
Manquement aux obligations contractuelles	100 € HT/infraction
Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé	500 € HT/jour

Article 7.2 : Pénalités pour lutter contre le travail dissimulé

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail, en cas de non-respect par l'entreprise des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5, le maître d'ouvrage appliquera une pénalité à hauteur de 10 % du montant du contrat sur les sommes dues.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage exigera la régularisation de la situation. A défaut, le contrat sera rompu, sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

Article 7.3 : Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé

En cas de non-respect par une entreprise ou un de ses sous-traitants de la réglementation relative à la santé ou la sécurité des travailleurs, une pénalité, égale à 500,00 € par jour de retard, sera opérée sur les sommes dues au titulaire, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 52 du CCAG TRAVAUX.

Article 7.4 : Non-respect du délai de 7 jours dans la remise des devis

En cas de non-respect du délai de remise des devis (article 2.8 du CCTP), l'Université se réserve le droit de faire appel à un tiers pour l'exécution des travaux.

Toute différence de prix constatée chez le concurrent serait alors imputée au titulaire.

ARTICLE 8 – RÉSILIATION

Article 8.1 : Résiliation pour événements extérieurs au marché

Ce marché peut être résilié en raison d'événements extérieurs au marché (conditions définies à l'article 50.1 du CCAG-TRAVAUX).

Article 8.2 : Résiliation du fait du représentant du pouvoir adjudicateur

Ce marché peut être résilié en raison d'événements liés au marché (conditions définies à l'article 50.2 du CCAG-TRAVAUX).

La résiliation du marché consécutive à un événement lié au marché n'entraîne aucune indemnisation en faveur du titulaire.

Article 8.3 : Résiliation pour mauvaise exécution

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le présent marché, pour faute ou aux torts exclusifs du titulaire (avec exécution à ses frais et risques) dans les cas suivants :

- Dans les hypothèses définies à l'article 50.3 du CCAG-TRAVAUX ;
- Si le titulaire ne respecte pas les obligations de sécurité ;
- En cas de non-respect des obligations et/ou missions telles que définies dans les documents particuliers (Cahiers des Clauses Administratives / Techniques ou offre technique du titulaire).

Les modalités de résiliation sont définies par l'article 50.3 du CCAG-TRAVAUX.

Lors de mauvaises exécutions successives pour le même motif, le pouvoir adjudicateur est dispensé d'une nouvelle mise en demeure : il pourra résilier immédiatement le marché, quel que soit le délai écoulé entre la mise en demeure et la mauvaise exécution entraînant la résiliation.

Dans le cas où la résiliation est consécutive à une carence du Titulaire, ce dernier ne pourra en aucun cas prétendre à indemnité.

Article 8.4 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Le présent marché peut être résilié pour motif d'Intérêt Général, sans indemnisation, après information du titulaire dans un délai raisonnable.

La résiliation pour motif d'Intérêt Général ne peut résulter que d'un courrier exprès adressé au titulaire avec avis de réception.

ARTICLE 9 – LITIGES ET JURIDICTION COMPÉTENTE

En cas d'échec de la procédure de conciliation définie à l'article R 2197-1 et suivants du Code, le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent pour juger des litiges pouvant naître de l'application ou de l'interprétation des clauses du présent marché.

Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise
2/4 Boulevard de l'Hautil
95000 CERGY-PONTOISE
Tél : 01.30.17.34.00
Fax : 01.30.17.34.59

ARTICLE 10 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Il est fait dérogation aux articles suivants :

L'article 1.8 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TRAVAUX ;

L'article 2 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG-TRAVAUX ;

L'article 2.2 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 4.2 du CCAG-TRAVAUX ;

L'article 7 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 19 du CCAG-TRAVAUX ;

L'article 7.3 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 52 du CCAG-TRAVAUX.